



Communiqué de presse
30 juin 2025

Le réseau Cler inquiet du retard de la France sur le Plan social pour le climat

Alors que le gouvernement aurait dû présenter avant ce lundi 30 juin à l'Union européenne son Plan social pour le climat pour flécher l'argent issu du nouveau marché carbone européen (ETS 2) vers la transition énergétique et la justice sociale, sa copie manque à l'appel et aucune concertation n'a été lancée. Dans un contexte de fortes restrictions budgétaires et de recul des ambitions climatiques, le réseau Cler s'inquiète d'une impasse faite sur les milliards d'euros pour accompagner les ménages dans la transition.

Où sont les 11 milliards d'euros prévus pour la transition énergétique ?

La France a besoin de [110 milliards d'euros](#) supplémentaires par an en 2030 pour financer la transition écologique (rénovation performante, énergies renouvelables, mobilités durables...). Pour répondre en partie à ce besoin de financement, de nouveaux mécanismes doivent entrer en vigueur : en 2026, la nouvelle période des Certificats d'Économie d'Énergie (environ 2 milliards d'euros par an supplémentaires) et les Certificats de Production de Biogaz (environ 5 milliards d'euros par an) puis, en 2027, le nouveau marché carbone ETS 2 (environ 9 milliards d'euros par an). Ce dernier doit notamment financer le Plan social pour le climat français à partir de 2026 (environ 1,2 milliard d'euros par an), qui a vocation à compenser en partie l'impact de ces nouveaux mécanismes sur les factures d'énergie des ménages vulnérables (augmentation de 1 500 euros par an pour les plus dépendants aux énergies fossiles d'ici 2030). Mais la France enregistre aujourd'hui un retard important sur la transposition de l'ETS 2 et la 6e période des Certificats d'Économie d'Énergie, représentant à eux deux 11 milliards d'euros de financement pour la transition énergétique. A l'inverse de nos voisins européens, aucune concertation, pourtant obligatoire, n'a à ce jour été lancée. Selon [le tracker mis en place par REScoop.eu](#) l'Italie, l'Estonie, la Lettonie, la Bulgarie et la Pologne ont ainsi déjà mis leur Plan social pour le climat en consultation.

"Le gouvernement doit sans attendre déployer de nouveaux mécanismes de financement sous peine de faire dérailler la transition énergétique de la France. Sans investissement à la hauteur des ambitions, la France risque de prendre un retard considérable en matière de rénovation énergétique des logements et de mobilité durable accessible à tous. Ce

sont les ménages les plus vulnérables qui vont en payer le prix fort.” explique Etienne Charbit, responsable de projets Europe au réseau Cler.

Pour en savoir plus :

La revue mensuelle du réseau Cler qui donne la parole aux experts et acteurs de terrain : [Notre énergie - La transition énergétique un investissement pour l'avenir](#)

[Note de position de la collection Convaincre du réseau Cler](#) “Comment financer la transition énergétique ? La mesure phare du réseau Cler : 1 € d’argent public investi = 1 € versé pour un revenu carbone progressif et universel”

Contacts presse :

réseau Cler

Célia Le Postec, responsable relations presse et communication politique

celia.lepostec@cler.org - 07 69 95 57 40

Le [réseau Cler](#) est une association nationale, agréée pour la protection de l’environnement, qui rassemble près de 300 structures engagées dans la mise en œuvre d’une transition énergétique à la fois juste et ambitieuse. Son objectif : accélérer la transition énergétique à l’échelle locale, nationale et européenne.